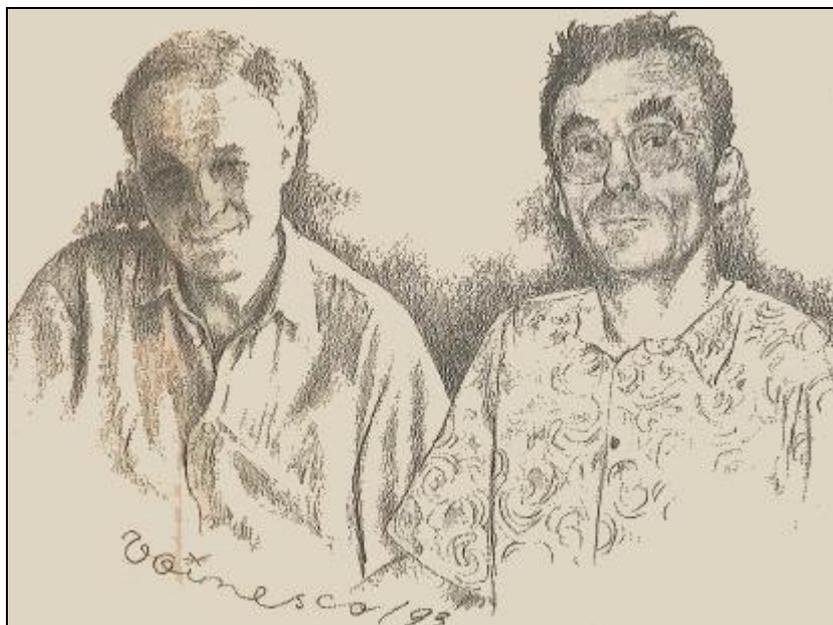


La libéralisation excessive empêche l'émergence de nouvelles régulations

Michel Aglietta et Robert Boyer, *Le Monde*, 21 septembre 1993



Michel Aglietta et Robert Boyer sont économistes et considérés comme les fondateurs de l'école de la régulation. Né au début des années 70 d'une thèse de Michel Aglietta sur les Etats-Unis (*Régulation et crise du capitalisme*, Calmann-Lévy, 1976), ce courant de pensée cherche à resituer le développement économique dans l'Histoire et dans le social. Le capitalisme, loin d'être homogène et soumis seulement à des cycles conjoncturels, se transforme en phases différentes au cours de crises. A chaque phase, il s'appuie sur des mécanismes de régulation qui permettent aux principales structures du système économique (concurrence, rapport salarial, rôle de l'Etat, régime monétaire) de lutter contre les déséquilibres. Les théoriciens de l'école de la régulation comptent parmi les économistes français les plus connus à l'étranger. Michel Aglietta, cinquante-trois ans, est professeur à Paris-X-Nanterre. Robert Boyer, cinquante-trois ans, directeur de recherche au CNRS, travaille au Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquées à la planification (CEPREMAP) et enseigne à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS). Propos recueillis par ERIC LE BOUCHER

Vos premiers travaux sur la crise économique remontent à près de vingt ans. Vous aviez expliqué à cette époque que la récession, loin d'être due au prix du pétrole, mettait en lumière un changement radical du capitalisme. Depuis, le monde a connu une reprise puis de nouveau une récession. Sommes-nous dans la même crise ? Ou bien vivons-nous une nouvelle crise ?

Robert Boyer : Il a vingt ans une majorité d'économistes voyaient dans l'emballement inflationniste, la rupture de Bretton Woods puis les chocs pétroliers, autant de crises sectorielles. Pour nous, ces transformations marquaient la fin d'une époque, celle de la croissance des trente glorieuses, tirée par le «fordisme», c'est-à-dire d'une liaison sans précédent dans l'histoire entre la consommation et la production de masse. Le fordisme reposait sur une concurrence entre grandes entreprises, un compromis salarial original, un Etat bévéridgien et keynésien, enfin un système international bâti sur la pax americana. Or, ce modèle était en crise aux Etats-Unis et cette crise s'internationalisait par la finance et le commerce. Même un pays comme la France, qui n'avait pas épuisé les bienfaits du fordisme, fut touché.

Les tentatives pour le surmonter ont visé, d'une part, à réduire l'inflation par des politiques restrictives d'autre part, à pousser l'internationalisation. De ce fait le commerce mondial a continué à croître malgré la crise, contrairement à ce qui s'était passé dans les années 30. Ces politiques ont partiellement porté leurs fruits, tout particulièrement concernant l'inflation, fût-ce au prix du chômage. Mais elles ont aussi modifié en profondeur l'économie mondiale. Auparavant, elle était centrée sur les Etats-Unis mais laissait subsister beaucoup de différences nationales. Désormais, beaucoup de marges de manœuvre des régulations nationales ont disparu et le système international - bricolé, incertain et déséquilibré - pèse de tout son poids sur les Etats-nations.

Michel Aglietta : C'est là une caractéristique essentielle. Le fordisme reposait sur une similarité à la base du mode de développement, mais laissait aux nations une grande autonomie dans les mises en œuvre. Les spécificités restaient fortes, comme en France par exemple, où subsistait un Etat interventionniste non conforme au modèle américain. Or l'internationalisation a mis en porte-à-faux l'autonomie des régulations nationales dès le milieu des années 70. Elle entraine en conflit avec la gestion des Etats. C'est ainsi que la crise américaine, qui trouvait ses origines aux Etats-Unis et aurait pu s'y circonscrire, a été au contraire exportée aux autres pays.

La crise est devenue rapidement et pleinement mondiale. Dès 1971-1973, on a vu apparaître une simultanéité de la récession et de l'inflation dans les pays occidentaux que l'on n'avait plus vue depuis la guerre. Les contraintes internationales n'étaient donc pas simplement devenues plus fortes, elles avaient changé de nature. L'interdépendance avait pénétré en profondeur les ajustements nationaux et rendu les pays de taille moyenne beaucoup plus perméables aux chocs extérieurs.

Dans ce contexte, les politiques libérales qui ont été appliquées auraient donc en partie résolu la crise mais l'aurait aussi approfondie.

R.B. Ces politiques ont ouvert une phase nouvelle de la crise initiée en 1973. Le retour de la croissance dans les années 80 avait fait croire que les économies avaient retrouvé leurs trajectoires de long terme. Mais pendant le boom, les problèmes structurels persistaient. Aux Etats-Unis, aucune forme institutionnelle alternative n'a été trouvée pour remplacer le fordisme dont le dynamisme s'est enrayé : depuis plus de vingt ans la productivité est quasi-stagnante et le salaire moyen américain n'a pas crû. Par contraste, au cours de la même période, au Japon le salaire réel a été multiplié par deux et demi.

L'industrie ne s'est pas ressourcée et n'a su que multiplier les délocalisations et dégrader les relations du travail. La politique de déréglementation financière a fait basculer les relations entre capital industriel et capital financier au profit de ce dernier. Les dépenses d'armement sont apparues avoir un impact plutôt négatif sur l'innovation à usage civil. La consommation est repartie, mais à crédit. Enfin, les entreprises américaines ont senti le vent de la concurrence internationale mais n'y ont fait front que grâce au jeu sur le dollar. En somme, les différentes pièces du puzzle ne forment plus un ensemble cohérent. Si l'économie américaine a continué à croître dans les années 80, c'est grâce à plus de travail. La croissance est devenue extensive. C'est un régime peu prometteur concernant la compétitivité et l'amélioration du niveau de vie.

Qu'appellez-vous croissance extensive ?

R.B. Dans le modèle fordiste, pour schématiser, la femme restait à la maison et le mari gagnait de quoi alimenter un mode de vie conséquent : logement, équipement en biens durables, etc. Les gains de productivité autorisaient une croissance des revenus et des consommations. C'est ce que nous appelons un développement intensif. Aujourd'hui, aux Etats-Unis, les familles ont en moyenne deux à trois sources de revenus et c'est

juste suffisant pour soutenir un mode de vie qui, à diplôme égal, a baissé de 20 % à 30 % depuis une génération. La consommation est toujours là, parfois croissante, mais sa source vient d'une mise au travail de plus de gens moins bien payés. C'est ce type de croissance que nous appelons extensive.

Dans les années 80, les solutions monocausales et les bricolages n'ont pas réussi car ils ont provoqué des effets en retour négatifs. De plus, les économies ne sont pas de simples empilements institutionnels. Il ne suffit pas d'avoir une banque centrale indépendante, des relations du travail consensuelles et un marché financier sophistiqué pour obtenir la meilleure compétitivité. On découvre aujourd'hui que l'interdépendance des institutions est plus importante que leur optimalité considérée séparément. Cela complique singulièrement les politiques de sortie de crise.

M.A. Que la solution de certains problèmes initiaux crée d'autres dysfonctionnements qui provoquent d'autres problèmes est un changement fondamental des structures économiques mondiales. Il ne suffit plus de faire un diagnostic correct des causes d'une récession et de sa profondeur pour savoir en sortir. Car tout changement partiel affecte la cohérence d'ensemble.

Par exemple ?

M.A. Premier exemple, la baisse des profits dans les années 70. Elle avait pour cause, disait-on, des rigidités salariales et des coûts sociaux exagérés. On a donc développé la flexibilité du marché du travail de façon spectaculaire. Les formes d'emplois ont été multipliées. Y compris en Europe. Le retour des profits est depuis manifeste. Pourtant, il n'a pas créé les bases d'une nouvelle croissance solide. Deuxième exemple, l'inflation. Dans les années 70, l'inflation, qui venait d'une fuite en avant devant les détériorations des conditions de la croissance, avait grossi les endettements. On a voulu tordre le cou à l'inflation. Ce fut réussi et pourtant les dettes ont continué à gonfler. Il y a eu transformation - les risques de l'inflation sont devenus des risques financiers, - mais les problèmes n'ont été que déplacés. Ils n'ont pas été résolus.

Partout la compétitivité est devenue l'impératif absolu. Toutes les politiques ont été axées dans cette direction, quitte à remettre en cause nombre des équilibres antérieurs. En Europe en particulier, on s'est attaqué à la protection sociale - qui est une des spécificités de notre modèle de développement. Au total, l'ajustement s'est fait, pour résumer, par le niveau de vie aux Etats-Unis et par la dégradation de l'emploi en Europe.

Une autre transformation radicale vient de la libéralisation financière. Cette réforme a contribué au succès de la désinflation mais ses conséquences sont immenses. Dans un monde comme aujourd'hui, totalement ouvert, les marchés financiers interdisent désormais d'utiliser l'inflation comme moyen d'adaptation structurelle. Sinon, ils sanctionnent très vite les monnaies des pays peu rigoureux. De sorte que les prix devant avoir des fluctuations réduites, ce sont les grandeurs réelles qui fluctuent beaucoup plus : productions, consommations, investissements, emplois... La libéralisation financière amplifie les distorsions car elle agit comme un outil d'économie classique plaqué sur un corps social qui veut forcément conserver les acquis de la période fordienne. Voilà pourquoi, alors que nous avons vécu trente ans de croissance régulière depuis la guerre, l'on a retrouvé des cycles avec des reprises - seconde moitié des années 80 - et des récessions - début des années 90.

R.B. Dans le compromis fordien, le salaire nominal suivait la hausse des prix à la consommation et, en cas de dérapage inflationniste, le pays pouvait dévaluer. Le compromis salarial primait car le système international était permissif. Dans les années 80, la situation s'est inversée. Les variables clés que sont le taux de change et les taux d'intérêt sont fixés sur les marchés financiers internationaux. Les compromis nationaux sur les salaires ou la sécurité sociale sont ainsi soumis à l'évaluation, donc aux

pressions, des acteurs financiers internationaux dont l'horizon est souvent le court terme. Comme la relation salariale ne pourra jamais devenir aussi flexible que les marchés financiers, s'installe une instabilité permanente.

La libéralisation financière a permis de détruire ou de contourner une partie des compromis fordien qui s'étaient bloqués. Il fallait introduire de la flexibilité. Mais cette libéralisation a été trop loin car elle empêche aujourd'hui l'émergence de nouvelles régulations. Ainsi, au Japon, la déréglementation financière a provoqué une crise qui met en danger la viabilité des compromis sociaux de l'après-guerre. La finance impose de changer de style de gestion, de privilégier le court terme et le profit. Bref, elle introduit un coin dans le modèle japonais et rend possible une évolution à l'américaine.

M.A. D'où l'importance pour l'Europe de la position de l'Allemagne - qui s'est prudemment gardée de libéraliser mais qui est, elle aussi, soumise désormais à de fortes pressions. Dans ce pays, l'ancrage monétaire, les compromis sociaux et une accumulation intensive fabriquaient un cercle vertueux qui le protégeait de l'instabilité financière extérieure. Aujourd'hui, l'Allemagne s'est ouverte. Ou bien l'Europe lui permet un agrandissement du cercle vertueux, ou bien elle s'ouvre entièrement et l'instabilité risque de l'atteindre.

Quelles ont été les conséquences du retrait de l'Etat pratiqué dans les années 80 ?

M.A. On s'aperçoit maintenant que sa disparition excessive altère la capacité du pays à répondre à la compétition internationale. Il faut repenser l'Etat dans au moins quatre domaines. Dans la recherche-développement, où le marché laissé à lui-même sous-optimise les dépenses nécessaires à l'innovation des entreprises. Dans la finance, où la croissance des risques impose une maîtrise des autorités monétaires, faute de quoi les crises ponctuelles peuvent devenir dramatiques. Dans la stabilisation économique, ensuite. Les dernières années ont montré que l'Etat ne pouvait pas se retirer du jeu mais qu'en même temps il ne pouvait plus rien seul. Il faudra accroître la coopération internationale entamée à propos du cours du dollar. Enfin, dans la répartition des revenus, parce que le lien entre travail individuel et rémunération individuelle se détend.

Pourquoi ?

M.A. Parce que la productivité vient de moins en moins de l'individu seul mais de plus en plus d'instruments sociaux comme les laboratoires publics, les routes ou les hôpitaux. C'est un changement ancien mais qui a pris une proportion considérable comme le montre le débat sur le partage du travail. Sous peine d'explosion, il faut fixer les salaires individuels à un niveau acceptable par la société entière. L'Etat doit intervenir pour participer à la définition d'une norme d'équité et imposer une lutte contre l'exclusion.

R.B. L'Etat a été assimilé à sa forme fordienne. Or, résoudre la crise imposait de redéfinir cette configuration. Mais on avait mal interprété les origines du succès de l'Etat lors des trente glorieuses. Keynésien, il ne faisait pas que régler le niveau de la demande. L'Etat bâtissait des infrastructures, éduquait, canalisait le crédit, favorisait l'innovation. C'était un Etat de l'offre! En conséquence, son retrait s'est accompagné, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni par exemple, de sous-investissements dans la formation, les infrastructures, la recherche. Au contraire, le Japon et l'Allemagne montrent que la compétitivité se joue dans la qualité des associations entre le public et le privé en vue d'ajuster au plus près les stratégies de long terme. Comme par ailleurs l'internationalisation impose de passer à des espaces élargis, celui de la Communauté européenne par exemple, les décisions devront être partagées et chaque composante gérée au niveau le plus adéquat qui sera, selon le cas, local, national ou supranational.

A vous entendre, la crise actuelle paraît devoir durer encore longtemps. Y a-t-il pourtant des raisons d'optimisme ?

M.A. Il y a d'abord des modèles de développement qui semblent robustes en Asie, de la Corée à Singapour en passant par la zone côtière de la Chine. Les Occidentaux devront l'accepter quoi qu'ils en pensent et ils devraient s'y déployer dès maintenant pour profiter de ce facteur dynamisant. Malgré la menace de court terme, il faut savoir y investir à long terme. Cela étant, il me semble qu'un enjeu majeur de la décennie est la mise en place d'une organisation des relations monétaires et financières internationales. Nous ne pouvons rien bâtir de solide sur une instabilité chronique. Les crises monétaires en Europe depuis un an, dont le dernier épisode a été la spéculation contre le système monétaire européen cet été, en soulignent l'urgence. En Europe, pour sauvegarder l'objectif d'union monétaire et éviter une désintégration des économies des Douze, il faudrait une initiative qui établisse une coopération contractuelle des autorités monétaires.

R.B. Des espoirs peuvent venir d'un retour au pragmatisme. Les débats idéologiques, le marché contre l'Etat, sont dépassés. L'arrivée de Clinton est peut-être un signe de cette tendance. D'autre part, un relatif optimisme naît de ce que les décideurs ont, dans les années 80, successivement essayé toutes les recettes connues, sans parvenir à surmonter la crise de sorte que beaucoup sont convaincus qu'il faut innover. Il est frappant d'entendre certains patrons français dire : « il faut veiller à l'emploi ». Il importe, par exemple, d'arbitrer simultanément et non plus séparément, entre organisation et durée du travail, salaire, couverture sociale. Il faut jouer globalement sur toutes les formes d'ajustement. Nous sommes loin de Milton Friedmann !

Quel pourrait être le nouveau mode de croissance ?

R.B. Les années 80 ont montré que les différentes hybridations du modèle fordien ne répondaient pas avec la même efficacité à la crise. Le Japon a développé un modèle de production de masse flexible, qui constitue l'un des successeurs du fordisme. Il est fondé sur une architecture institutionnelle codifiant un subtil équilibre entre coopération et compétition, à tous les niveaux. Certains pays asiatiques démarrent leur industrialisation avec ce nouveau modèle. Mais pour le généraliser il faut l'adapter. Il ne peut s'agir, nulle part, d'une japonisation pure et simple. Dans ce processus, les Etats-Unis éprouvent de grandes difficultés comme le démontre la situation de General Motors ou d'IBM. En France, les entrepreneurs connaissent en général les recettes mais manquent un tour de main social et des syndicats forts.

M.A. Le fordisme était vertical, avec une division du travail et une hiérarchie de haut en bas. L'idée fondamentale d'un après-fordisme est une coopération horizontale dans la production, d'une mise en réseau des initiatives des participants. A cette hiérarchie diffuse doit correspondre une forme nouvelle de rémunérations, plus collective, plus liée à l'équipe ou au réseau.

Quel type de consommation se développerait en parallèle ?

M.A. Les achats de biens d'équipement (automobiles, articles ménagers, ..) qui ont été au centre du fordisme, cèdent la place. Les services peuvent-ils prendre la relève? Le tertiaire supérieur qui va de la santé, à l'alimentation, à l'écologique, aux loisirs, peut-il se développer? Les communications vont-elles enfin, exploser comme on l'a prévu, trop précocement, il y a vingt ans? Les potentiels des services à domicile vont-ils se libérer? Tout cela est lié à l'organisation du temps et à une solvabilisation de besoins potentiels qui devraient ouvrir un champ considérable et participer au changement du mode de vie.

R.B. Nous vivons un paradoxe : les besoins liés à la santé, au troisième âge, à l'aide scolaire, aux difficultés de la vie urbaine, sont traditionnellement satisfaits par les services publics. Or, faute d'argent, l'Etat essaie aujourd'hui de les limiter, ce qui bloque des créations d'emploi dont le dynamisme pourrait être considérable.

Faut-il privatiser en partie ?

R.B. Ou bien mutualiser.

M.A. Le niveau géographique doit en tous cas être celui de la proximité. Cela implique un redéploiement de l'Etat et des collectivités locales. Cela implique aussi que le public initie ces services quitte à ce que les gens, ensuite, les paie. L'Etat doit amorcer les demandes potentielles et le marché prendrait le relais.

Faut-il réduire la durée du travail ?

R.B. Il se pourrait que la denrée rare de nos sociétés soit le temps. Ceux qui ont du travail travaillent trop, tandis que beaucoup sont au chômage. La réduction de la durée du travail doit être reprise mais selon des modalités nouvelles, tenant compte des erreurs du passé. Les négociations collectives et le contrat de travail devraient englober simultanément les salaires, les conditions de travail, la durée du travail sur le cycle de vie, etc. Face à l'anomie des relations professionnelles en France, c'est sans doute à l'Etat d'initier, une fois encore, un tel processus.

M.A. Ce qui est en cause est la recréation de liens sociaux alors que les vingt dernières années ont été celles de l'atomisation. Le développement des techniques impose de retrouver des contacts sociaux directs entre les hommes. Sans cela nous ne retrouverons pas de nouveau mode de croissance durable.